

considérations d'ordre pragmatique, telle la réduction des emprunts du secteur public, aient certainement augmenté l'attrait de ce genre d'opération de désinvestissement, l'évolution actuelle de la politique britannique de privatisation a ses origines dans une idéologie néo-conservatrice qui rejette a priori la postulat qui prétend que l'Etat se doit d'intervenir pour assurer la croissance économique et les investissements. Le Conseil du Trésor, organisme responsable de la coordination du programme de privatisation, déclare dans l'une de ses brochures que le modèle britannique offre aux autres un exemple à imiter: "Bien que plusieurs des caractéristiques de la situation du Royaume Uni lui soient particulière, les raisons qui motivent la privatisation sont probablement les mêmes quelles que soient les différences entre les pays: désir d'augmenter la compétitivité et l'efficacité, et la croyance que les forces du marché libre sont mieux à même d'atteindre ces objectifs que le contrôle de l'Etat".

Que le parti Conservateur de Grande-Bretagne ait inclut la dénationalisation au sein de son programme électoral n'est guère surprenant. Depuis la guerre, l'alternance du pouvoir entre les partis Travailleiste et Conservateur a entraîné l'alternance des discours promouvant la nationalisation ou la dénationalisation. On note cependant deux surprises dans l'évolution récente de cette dynamique. En premier lieu, le gouvernement Thatcher a mis à exécution sa menace de dénationalisation en vendant les avoirs de l'Etat sur une échelle qui dépasse tout ce qui avait été fait auparavant par les gouvernements Conservateurs. Depuis que le parti Travailleiste était revenu sur sa décision de nationaliser l'industrie de l'acier dans les années cinquante, le discours du parti Conservateur avait fait place aux contingences de la *realpolitik*. Or, après son écrasante victoire lors de sa réélection en 1983, le gouvernement Thatcher a non seulement complété la vente des compagnies dans les secteurs stratégiques tel que British Aerospace et Britoil, elle a aussi étendu la privatisation à des secteurs tels les transports, les télécommunications et la distribution du gaz; secteurs considérés sacro-saints et donc intouchable du point de vue politique. Il faut cependant dire que les industries sous contrôle étatique constituent encore près de 6% du PNB britannique, en baisse par rapport à 10% au moment de l'élection de Mme Thatcher (Cf. la section spéciale du magazine "The Economist" du 21 décembre 1985, titée "Privatisation: Everybody's doing it, Differently").

En second lieu, en plus de vendre plus que prévu, le gouvernement Thatcher est passé du concept réactif de "dénationalisation" — ce qui est une façon de défaire ce qui avait été accompli par l'opposition — à un concept faisant partie d'un concept stratégique ouvert, la privatisation, qui intégra la vente des entreprises publiques au sein d'une stratégie plus vaste visant à refondre l'équilibre du pouvoir entre les secteurs privés et public en Grande-Bretagne. Tous les commentateurs britanniques soulignent le fait que le transfert des actifs détenus par l'Etat vers le secteur privé, apparaît n'être qu'un élément d'un programme qui promeut la sous-traitance de services publics en faveur de compagnies privées, l'instauration de frais